



Dépêche 130/01

Créer la mobilisation aux finances sur l'emploi et la RTT

La CFDT ne peut accepter le refus du ministre de créer des emplois pour mettre en œuvre la RTT et accomplir les missions actuelles et nouvelles (lutte contre la fraude internationale, sécurité des consommateurs et des sites industriels, missions économiques,...) du Minéfi. Ce refus met en cause la capacité des services à accueillir les usagers et à satisfaire leurs besoins ainsi que la sécurité des citoyens. Ce refus a aussi pour conséquence la dégradation des conditions de travail des agents. L'engagement d'une véritable modernisation du Minéfi est compromis.

Depuis des mois la CFDT s'efforce de créer les conditions d'une mobilisation forte et durable pour contraindre le ministre des finances à décider d'une autre politique en faveur de l'emploi, des missions du service public et de la réduction du temps de travail. Elle considère que ce cadre revendicatif constitue une priorité absolue en terme d'action.

La journée d'action du 16 octobre 2001 initiée par la confédération FO et reposant sur une plate forme extrêmement large ne répond pas aux objectifs de la CFDT et ne peut que diluer les revendications exprimées au ministère. La CFDT Finances ne s'y associera pas.

La CFDT Finances entend privilégier la poursuite de son travail de conviction et de mobilisation sur le terrain afin d'obtenir des autorités ministérielles les moyens nécessaires à l'amélioration de la qualité du service public et des conditions de travail des agents des finances. Pour y parvenir la CFDT renouvelle aux agents et aux autres organisations syndicales son appel à la création d'un rapport de force unitaire pour une action réussie sur des revendications claires.

Paris le 5 octobre 2001